

Lundi 22 février 2016
Visite du Président de la République
Discours du président Edouard FRITCH

Monsieur le Président de la République,
Mesdames les Ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Haut-commissaire de la République,
Monsieur le Vice-président du gouvernement, Sénateur,
Mesdames et Messieurs les ministres de la Polynésie française,
Monsieur le président de l'assemblée de Polynésie française,
Mesdames et messieurs les représentants à l'Assemblée de la Polynésie française,
Monsieur le président du conseil économique, social et culturel,
Monsieur le conseiller économique, social et environnemental,
Monsieur le président du syndicat pour la promotion des communes,
Mesdames et messieurs les maires et élus communaux,
Mesdames et messieurs les représentants du CESC,
Amiral, Commandant des forces armées en Polynésie française,
Monsieur le président de la Chambre de commerce,
Madame la présidente de la Chambre d'agriculture,
Mesdames et messieurs les responsables des services de l'Etat et de la Justice,
Mesdames et messieurs les responsables des services de la Polynésie française,
Mesdames et messieurs les membres consulaires,
Mesdames et messieurs les responsables religieux,
Mesdames et messieurs les responsables syndicaux et patronaux,
Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Monsieur le Président de la République,

C'est avec joie et fierté que nous vous accueillons aujourd'hui à la présidence de la Polynésie française. Pour ne rien vous cacher, nous étions en attente de votre venue puisque la dernière visite du chef de

l'Etat en Polynésie française date de 2003. Avec votre prédécesseur, la Polynésie a souffert de l'indifférence et du recul de l'Etat dans ses relations contractuelles et partenariales. Soyez donc chaleureusement remercié pour votre présence et celle de vos ministres.

Mais en fait, nous savons très bien que depuis que vous avez pris vos fonctions, vous avez toujours su marquer votre intérêt et votre implication pour notre collectivité. La même impulsion s'est ressentie au niveau du gouvernement central. Je remercie le Premier Ministre, Manuel Valls, de s'être impliqué pour la Polynésie.

Alors que j'étais encore député en 2012, avec mes collègues polynésiens, nous nous sommes attachés à renouer de bonnes relations avec l'Etat. Et je dois dire que nous avons toujours bénéficié d'une écoute attentive et d'une volonté d'accompagner notre redressement après 10 années d'instabilité politique.

Le premier geste fort de la République a été de nous accorder une subvention de 50 millions d'Euros en 2012, puis une avance de trésorerie de 50 millions d'Euros remboursable – et remboursée – afin de donner un bol d'oxygène à la nouvelle majorité issue des urnes en 2013.

Le rétablissement de ces bonnes relations s'est traduit par des actes concrets au bénéfice de la Polynésie française, au cours de ces dernières années.

Je citerais notamment la mise en place du tribunal foncier, l'accompagnement volontaire de la Chancellerie en vue de la réhabilitation de Pouvanaa a Oopa, le retour de l'Etat au financement du Régime de solidarité de la Polynésie française, la signature du deuxième contrat de projets avec un contrat spécifique pour les communes, le prolongement des délais de mise en oeuvre des compétences environnementales pour les communes.

Les maires qui sont ici devant vous, et qui sont de véritables partenaires du développement du pays, ont accueilli à leur juste mesure ces deux décisions.

Je n'oublie pas non plus la prorogation du dispositif de défiscalisation pour soutenir notre économie, le lancement du chantier de la nouvelle prison de Papeari et la rénovation de la prison de Nuutania.

Il y a quelques instants, nous venons de concrétiser la signature du Contrat de redynamisation des sites de défense, qui piétinait depuis plus de 5 ans, ainsi que deux autres conventions financières.

Je souhaite aussi saluer votre succès pour la COP21. Je vous remercie, au nom de la communauté du Pacifique pour votre soutien aux demandes exprimées, par celles-ci, sur le sujet du réchauffement climatique.

Monsieur le Président, je peux dire que nous tirons un bilan globalement positif des relations de confiance que nous avons établies et qui ont porté leurs fruits.

Vous le savez, les Polynésiens sont très majoritairement attachés à leur appartenance à la République, tout en étant attachés à l'autonomie qui nous permet de nous gouverner librement au sein de l'ensemble national.

Cette autonomie est une revendication ancienne puisque déjà, dans les années 50, Pouvanaa a Oopa militait pour cette évolution institutionnelle qui a finalement, et après plusieurs étapes, abouti au statut de 2004.

Avec ce recul d'un peu plus de 10 ans d'exercice, il était temps de procéder à certains ajustements pour que notre statut soit un outil efficace et performant au service du développement. Notre volonté n'est pas de nous lancer dans une surenchère institutionnelle alors même que nous n'avons pas encore pu exploiter toutes les compétences qui nous sont dévolues.

Monsieur le Président, nous assumons pleinement notre autonomie qui nous permet de prendre, ici, les décisions les plus opportunes pour l'avenir des Polynésiens. Pour autant, nous sommes bel et bien partie

prenante de l'ensemble national et nous attendons que la solidarité de l'Etat s'exprime ici comme ailleurs.

Si nos relations sont aujourd'hui normalisées, il n'en reste pas moins quelques zones d'ombre sur lesquelles je souhaite attirer votre attention.

La Polynésie française a permis à la France de se doter de l'arme de dissuasion et ainsi de faire partie des grandes puissances de ce monde.

Notre peuple, et vous en êtes bien conscient, comprend mal le fait qu'après avoir accueilli le centre d'expérimentation du Pacifique, nous soyons encore obligés, aujourd'hui, de nous battre pour faire reconnaître les conséquences humaines, sanitaires, environnementales et économiques qui découlent des expérimentations. Toute la classe politique polynésienne déplore en particulier, les réductions régulières de la Dotation Globale d'Autonomie, communément appelée dette nucléaire, l'inefficacité de la loi Morin, le retard dans le chantier de dépollution de la base arrière de Hao, débuté il y a 5 ans.

Cette page doit être définitivement tournée et nous attendons des gestes forts de votre part pour résorber ce qui reste un traumatisme dans nos relations fraternelles.

Nous souhaitons aller de l'avant et poursuivre sereinement notre reconversion économique, et au premier plan notre développement touristique qui nécessite une mise à niveau de nos infrastructures.

La porte d'entrée des touristes, c'est l'aéroport de Tahiti Faa'a qui a mal vieilli et qui ne correspond plus aux attentes des usagers, tout autant d'ailleurs que celui de Bora Bora, île fleuron de notre industrie touristique.

Par anachronisme au niveau national, ces deux aéroports sont toujours sous la tutelle de l'Etat alors qu'il nous apparaît que nous devrions avoir la maîtrise des investissements nécessaires, en corrélation avec notre stratégie de développement touristique.

Il nous apparaît essentiel également de réaliser les investissements indispensables au désenclavement du sud de l'île de Tahiti, pénalisé par un réseau routier inadapté à l'implantation de nouvelles activités économiques, alors que des investisseurs sont disposés à y réaliser leurs projets. Nous avons besoin de votre soutien public en faveur des grands projets privés chinois, notamment le Tahiti Mahana Beach et la ferme aquacole de Hao qui nous permettront d'atteindre nos ambitions économiques.

En tout état de cause, nous avons besoin que l'Etat s'investisse à nos côtés pour mener à bien les équipements publics structurants. Nous nous félicitons d'ores et déjà, de l'accompagnement de l'Etat aux travers de ses bailleurs de fonds que sont l'AFD, la CDC ou la BPI.

Je tiens également, monsieur le Président, à vous sensibiliser sur l'impérieuse nécessité de faciliter le séjour régulier en Polynésie française de ces hommes d'affaires, chinois ou autres, qui sont en butte aux procédures administratives de délivrance des visas.

Monsieur le Président, au milieu du vaste océan Pacifique, la Polynésie semble bien loin de tout, semble bien loin de la France. Pourtant, nous sommes persuadés que notre position géographique est un atout pour la Nation dans un environnement essentiellement anglophone, au centre des échanges entre l'Asie et le continent américain. C'est en cela que nous travaillons à l'ouverture d'une deuxième route pour notre câble sous-marin pour nous ouvrir plus encore au monde, ce qui nous permettra de développer tous les potentiels en matière de nouvelles technologies et en faire une vitrine pour la France de cet hémisphère.

De même, nous pouvons être une vitrine en matière d'énergies renouvelables. Parmi les premières victimes du réchauffement climatique mondial, nous avons pris les mesures nécessaires pour diminuer notre production de CO2 en adoptant un plan climat énergie qui vise une production électrique à partir d'énergies renouvelable à hauteur de 50% d'ici 2020.

Monsieur le Président, nous avons de réelles ambitions pour le développement harmonieux de la Polynésie française. Ce développement, nous en avons la charge dans le cadre de notre autonomie institutionnelle. Mais nous le concevons aussi dans le cadre de notre appartenance à l'espace français, et par voie de conséquence avec l'appui de la Nation.

Vive la Polynésie française, vive la France.